

Menace sur les « petites » stations de ski : faut-il fermer ou grimper en altitude ?

Faute d'enneigement, avec des mesures de sécurité qui gonflent le prix d'achat et d'entretien des remontées mécaniques, il y a une menace de plus en plus précise sur les « petites » stations de ski, celles qui ont un rayonnement local et sont loin des « usines à ski », plus connues des skieurs.

ÉRIC RENETTE

Chaque année, la menace revient avec l'hiver et la neige. Ou l'absence de neige. Pour les stations de ski, l'équation est simple : neige = ski = skieurs = saison rentable. Sauf que le réchauffement climatique rend les choses plus incertaines, même si, d'un avis souvent partagé, la certitude d'avoir de la neige tracasse les stations situées au pied des montagnes depuis très longtemps.

Aujourd'hui, il reste encore plus de 200 stations de ski en France. Au niveau national français, les membres des « domaines skiabiles de France » (DSF) se sont engagés depuis 2020 à respecter seize « éco-engagements » pour faire face au changement climatique mais aussi inciter les gestionnaires des stations à une analyse de transition suivant le principe logique que « mieux vaut la réfléchir que la subir ». Un rapport de la Cour des comptes a d'ailleurs souligné, en 2024, la dépendance du secteur de la montagne au ski et la vulnérabilité actuelle et à venir de nombreuses stations.

En 2024, on a annoncé la fermeture de plusieurs stations françaises : Notre-Dame-du-Pré dans la vallée de la Tarentaise, le Grand Puy dans les Alpes-de-Haute-Provence et l'Alpe du Grand Serre près de Grenoble. Cette dernière a obtenu un sursis d'un an grâce à une mobilisation populaire. La question se pose de savoir si et combien il faut investir pour assurer l'avenir de la station pour les 30 prochaines années.

A une centaine de kilomètres plus au sud, la station de Cécé a fermé depuis plusieurs années maintenant. Une reconversion s'y mène, presque « naturellement ». Ce sont les deux exemples que *Le Soir* a choisis de vous présenter plus en détail.



La menace de fermeture ne porte que sur des craintes économiques

Raymond Maslo
Maire de La Morte



« Une fermeture part toujours d'un constat économique »

Si le réchauffement climatique interroge chaque hiver la viabilité du secteur du ski sur le long terme, le chercheur et géographe Pierre-Alexandre Métral explique que, plus pragmatiquement, ce sont généralement les questions économiques qui mettent le dossier sur la table des responsables locaux.

Le réchauffement climatique ou les effets du climat accélèrent-ils la fermeture des stations de basse et moyenne montagne ?

Il faut d'abord identifier les causes de la fermeture. La raison première, c'est le motif économique : le chiffre d'affaires généré ne permet pas de continuer. A cette

fragilité économique s'ajoutent des facteurs multiples et cumulatifs : la fragilité de l'enneigement, l'effet du changement climatique ou d'un mauvais choix d'emplacement initial, l'obsolescence de l'équipement, la disparition des classes de neige qui ciblaient ces petites stations moins chères, la concurrence entre domaines skiabiles. Il ne faut pas tout mettre sur le compte du changement climatique. L'aspect économique reste très important.

A terme, cela annonce la fin du ski ?

Non, certainement pas, il va continuer en altitude. On n'est qu'au début de l'histoire. Depuis le début des années 70, on constate une diminution

du nombre de skieurs en France. On était à 10 % et aujourd'hui c'est plutôt 7 % des Français qui vont au ski. Par contre, le nombre de « journées skieurs » en France, environ 55 millions par an, reste stable depuis une vingtaine d'années. Ça montre surtout que le ski a atteint sa maturité. Il n'y aura plus de nouveaux domaines, plus de nouvelles liaisons entre domaines, l'objectif aujourd'hui est de capitaliser sur l'existant et de le rendre plus performant et plus vertueux. Par contre, ce que j'appelle le ski social, accessible au plus grand nombre, a pratiquement disparu. Quelles sont les pistes de reconversion ? Il n'y a pas de modèle

avéré de reconversion. On n'a rien trouvé de plus efficace économiquement que le ski. Mais chaque site qui ferme est un laboratoire de transition qui peut être inspirant. Le ski dans les petites stations génère peu d'emplois : des saisonniers qui trouvent un complément à une activité d'été, souvent beaucoup de bénévoles. L'arrêt de l'activité ne change donc pas grand-chose localement. Chaque fermeture est assez spécifique à chaque domaine. Certaines activités se poursuivent, avec une ambiance « soft montagne » où il ne faut pas payer pour tout, ce qui est attractif.

E.R.

L'Alpe du Grand Serre

Entre deux vies : fermer ou investir



REPORTAGE

É.R.

La commune s'appelle La Morte (150 habitants permanents et environ 170 emplois durant la saison hivernale), un de ses hameaux répond au doux nom de « Le Désert ». On comprend pourquoi les Mortillons et les exploitants du domaine skiable (55 km de piste, 14 remontées mécaniques) ont préféré appeler ce dernier l'Alpe du Grand Serre. C'est plus facile à défendre. Et pour le défendre, justement, les habitants ont montré leur détermination en octobre dernier lors de l'annonce de la fermeture de la station. Sans préavis.

De quoi faire surgir « La Morte vivante », l'association d'habitants qui défend l'activité hivernale depuis bientôt 90 ans. L'association a déjà récolté des fonds pour couvrir une saison supplémentaire, au moins. Cet hiver donc, tous les jours, les pistes sont encore accessibles, même par mauvais temps pour quelques courageux. On y croise beaucoup de jeunes en classe de neige et le week-end, les habitants du coin. Trois cafés/bar/brasseries se répartissent la clientèle.

Le sujet est en discussion depuis quelque temps, explique Lionel Vincent, deuxième génération de location-vente de skis et d'équipements. « Au printemps 2024, on nous dit qu'on nous laisse deux ans. En octobre, on nous dit qu'on ferme... L'annonce a mobilisé tout

le monde. Le soir même, il y a eu une réunion et ensemble on a récolté de quoi assurer la saison cet hiver. Fin octobre, la ComCom (communauté des communes) a reporté la fermeture à septembre 2025. Sauf si le projet d'investissement pour permettre d'aller skier plus haut aboutit d'ici là... »

Tant bien que mal

C'est au Désert que nous donne rendez-vous Raymond Maslo, le maire mais aussi mécano, propriétaire d'un restaurant au pied des pistes et de chambres d'hôtes. « La météo ? Elle varie, comme toujours », lance-t-il, reconnaissant toutefois qu'il y a de moins en moins de neige ces dernières années. Sauf que cet hiver, elle est bien là, on peut même parler de saison exceptionnelle.

Raymond Maslo est maire depuis 2014. Il avait mis au point une régie d'exploitation de la station pendant huit ans avec un déficit cumulé limité à 57.000 euros sur huit ans sur un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros par hiver, seulement 50.000 euros pour l'été. « En octobre, la ComCom a découvert un cadavre dans le placard : une écriture d'investissement de plus d'un million qui n'avait pas été passée. » De quoi effrayer les communes qui n'ont aucune relation directe avec la station (largement majoritaires).

Il avait déjà fallu changer d'opérateur pour gérer le domaine. C'est la Sata qui s'en charge aujourd'hui. Des spécialistes qui gèrent d'autres stations, dont l'Alpe d'Huez, et qui sont engagés dans les négociations pour développer un projet d'investissement : plus de 20 millions d'euros pour installer un nouveau remonte-pente, plus performant, qui permettrait d'arriver directement en altitude et ainsi augmenter la certitude d'accéder à la neige.

« Toutes nos pistes sont exposées au nord, donc souffrent moins du réchauffement. On monte jusqu'à 2.200 mètres

Le domaine skiable de l'Alpe du Grand Serre a pu ouvrir cette saison grâce à la mobilisation populaire. © ÉRIC RENETTE.

d'altitude avec seulement 7 % d'enneigement artificiel », résume Raymond Maslo. « En été, ça fait sept ans qu'on a entamé la reconversion avec l'ouverture de l'activité vélo. On arrive plus ou moins à un équilibre avec l'activité d'été mais on ne pourrait pas faire beaucoup plus. »

Dans son magasin de location, Lionel Vincent confirme : « On n'est pas des imbéciles, on sait qu'il y a le réchauffement. On a déjà entamé la transition et la diversification : via ferrata, VTT... Mais une saison d'été c'est 20 % du chiffre d'affaires pour 80 % en hiver. »

Florent Battistel, responsable de l'école de ski français (ESF) et des 25 moniteurs de ski en saison : « Tous les moniteurs ont plusieurs activités. Mon collègue agriculteur n'arrivera pas à garder sa ferme s'il n'a pas la saison de ski en hiver, idem pour ceux qui font le maraîchage, les maçons... qui ne peuvent pas travailler en hiver. Tout le monde a compris que si la station ferme, l'école va peut-être aussi fermer, la crèche, les restos... »

Une fermeture réfléchie ?

« Ceux qui veulent fermer sont ceux qui n'ont aucun lien avec l'activité », poursuit Raymond Maslo. « La menace de fermeture ne porte pas sur des raisons environnementales, juste sur des craintes économiques. On n'a pas les Ecolos sur le dos, tout le monde sait qu'on n'est pas là pour massacrer ou bétonner la montagne. »

En cherchant un peu, on trouve quand même quelques partisans d'une fermeture réfléchie. Pendant que Chloé et Rosalie, sa compagne et sa fille, achètent leur forfait, Philippe nuance : « Fondamentalement, je me dis que tout ça doit fermer. Je sais qu'il y a des gens, un écosystème mais globalement on met beaucoup d'énergie et d'argent pour une liaison. On arrive à un moment où on sait qu'il faut tout changer. Et j'assume mes contradictions en amenant ma fille ici pour qu'elle apprenne à skier. Il faut rétro-pédaler mais aussi étudier comment valoriser ce patrimoine merveilleux qu'est la montagne. »

Florent Battistel, le moniteur, comme le maire de La Morte, eux, assurent qu'ils feront tout pour que la station ne ferme pas. « Dites aux Belges de venir ici ! » Pour terminer, le maire rappelle que la région connaît bien le chemin de la transition. « La commune d'à côté, La Mure, abritait un des derniers charbonnages du pays. C'est Charbonnage de France qui a injecté plein d'argent pour les remontées afin de favoriser la reconversion, il y a 30 ans... »

ABONNÉS



L'interview complète de Pierre-Alexandre Métral est à retrouver sur notre site.